PALESTINE – SOLIDARITÉ
http://www.palestine-solidarite.org

Journal de Syrie

Géopolitique et stratégie

N° 22 du 23.11.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :
http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/
http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/
b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com
c) sur le site de Robert Bibeau : http://www.robertbibeau.ca/palestine.html
d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm
NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Sommaire :

Tiré à part
Jeremy Salt : Vérité et mensonge en Syrie.
1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion
1-1 Moustafa: Les USA cherchent à attiser la crise en Syrie et à l'exploiter politiquement.
1-2 Jacques Borde : Syrie – Après Tripoli, Damas !
1-3 Tony Cartalucci : La vérité sur la position occidentale envers la Syrie: affaiblir l'Iran.
1-4 Sami Kleib : La vérité sur les visées inquiétantes du Qatar et des puissances occidentales.

Tiré à part

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

Jeremy Salt : Vérité et mensonge en Syrie

23 raisons pour lesquelles nous devrions être prudents avant d'accepter aveuglément les vues occidentale de l'insurrection syrienne.

17 novembre 2011

Avec une insurrection qui fonce vers la guerre civile en Syrie, il convient de mettre un frein à la propagande déversée par les grands médias occidentaux et acceptée sans réserves par beaucoup de gens qui devraient être mieux informés. Voici donc une série de positions à partir desquelles on peut discuter de ce qui se passe dans ce pays très important du Moyen Orient..

1. La Syrie est un Etat des mukhabarat (services de renseignements) depuis que le redouté Abd al Hamid ai Serraj a dirigé les services de renseignements, le deuxième bureau, dans les années 1950. Le régime autoritaire qui s'est mis en place à partir de la prise du pouvoir par Hafez el Assad en 1970 a écrasé impitoyablement toute dissidence. Selon les occasions, ce fut telle ou telle dissidence. L'omniprésence des mukhabarat est une des réalités déplaisantes de la vie en Syrie mais dans la mesure où ce pays est une cible privilégiée des assassinats ou de la subversion pratiqués par Israël et des services secrets occidentaux, et qu'il a aussi été attaqué militairement à plusieurs reprises, et qu'une grande portion de son territoire est occupée et que ses ennemis cherchent constamment des possibilités de l'abattre, on peut difficilement soutenir qu'il peut se passer de mukhabarrat.

2. Il est indubitable que la majorité des personnes qui manifestent en Syrie veulent une transition pacifique vers une forme démocratique de gouvernement. Il est également indubitable que des organisations armées qui agissent à l'ombre des manifestations ne sont pas intéressées par des réformes. Elles veulent la destruction du régime.

3. Il y a eu de très grandes manifestations de soutien au gouvernement. Il y a de la colère contre la violence des bandes armées et contre l'interférence de l'étranger et l'exploitation de la situation par des gouvernements et la presse à l'étranger. Aux yeux de nombreux Syriens, leur pays est à nouveau la cible d'un complot international.

4. Quelle que soit la véracité des accusations portées contre les forces de sécurité ; les groups armés ont tué des centaines de policiers, de soldats et de civils, un total qui doit approcher le millier maintenant. Parmi les civils tués, se trouvent des professeurs d'université, des médecins et même, très récemment, le fils du Grand Mufti de la République. Les bandes armées ont massacré, pris en embuscade, assassiné, attaqué des édifices publics et saboté des voies ferrées.

5. Bachar al-Assad a une forte popularité personnelle. Même s'il siège au sommet du système, il est erroné de le qualifier de dictateur. C'est le système lui-même qui est le vrai dictateur. Ce pouvoir profondément enraciné en Syrie – retranché depuis cinquante ans – se situe dans l'establishment militaire et des services secrets et, à un moindre degré, dans les structures du parti. Ce sont les vraies sources de la résistance au changement. Les manifestations étaient une opportunité offerte que Bachar a saisie pour faire passer le message que le système devait changer.

6. Devant les manifestations à grande échelle du début d'année, le gouvernement a finalement élaboré un programme de réformes. Il a été rejeté d'un revers de main par l'opposition. A aucun moment, il n'a été question de tester la bonne foi du gouvernement.

7. L'affirmation selon laquelle l'opposition armée au gouvernement n'a commencé que récemment est un complet mensonge. Les assassinats de policiers, de soldats et de civils, souvent de manière très brutale, ont commencé pratiquement dès le début [des troubles].

8. Les bandes armées sont bien équipées et bien organisées. D'importants chargements d'armes ont été introduits clandestinement depuis la Turquie et le Liban. Ils comprennent des fusils à pompe, des mitrailleuses, des Kalashnikovs, des lance roquettes, des grenades à main fabriquées en Israël et beaucoup d'autres explosifs. On n'a pas de certitude sur qui fournit ces armes, mais quelqu'un le fait et quelqu'un les paye. L'interrogatoire des membres des bandes armées capturés pointe dans le direction du mouvement Futur de Saad Hariri. Hariri est l'homme de paille des Etats Unis et de l'Arabie Saoudite et son influence dépasse de beaucoup les frontières du Liban.

9. L'opposition armée au régime semble être largement parrainée par l'organisation interdite des Frères Musulmans. En 1982, le gouvernement avait impitoyablement écrasé un soulèvement déclenché par les Frères Musulmans à Hama. Des milliers de personnes avaient péri et une partie de la ville avait été détruite. Les Frères Musulmans ont deux objectifs principaux : la destruction du régime baathiste et la destruction de l'Etat séculier pour le remplacer par un système islamique. La soif de vengeance de la confrérie est quasi palpable.

10. Les groupes armés ont un fort soutien de l'extérieur en plus de ceux que nous avons déjà évoqués. L'ancien vice premier ministre et ministre syrien des affaires étrangères, Abdelhalim Khaddam qui vit à Paris, fait campagne depuis des années pour faire chuter le gouvernement d'Assad. Il est financé à la fois par l'Union Européenne et par les Etats Unis. Parmi d'autres opposants exilés, Borhan Ghalioune, soutenu par le Qatar à la tête du 'Conseil National' créé à Istanbul, vit comme Abdelhalim Khaddam à Paris et comme ce dernier également, fait du lobbying contre le régime Assad en Europe et à Washington. Tout comme Muhammad Riyad al Shaqfa, le leader des Frères Musulmans en Syrie, il est ouvert à une 'intervention humanitaire' étrangère en Syrie sur le modèle libyen (d'autres sont contre). La promotion des exilés pour former un gouvernement alternatif rappelle la manière dont les Etats Unis se sont servis des exilés Irakiens (le pseudo Congrès National Irakien) en prélude à l'invasion de l'Irak.

11. La couverture de la situation en Libye et en Syrie par les médias occidentaux a été consternante. L'intervention de l'OTAN en Libye a été la cause d'énormes destructions et de milliers de morts. Cette guerre, après l'invasion de l'Irak, est encore un autre grave crime devant le droit international commis par les gouvernements de la France, de la Grande Bretagne et des Etats Unis. La ville de Syrte a été bombardée jour et nuit pendant deux semaines sans que les médias occidentaux s'intéressent le moins du monde aux lourdes pertes humaines et matérielles qui en ont forcément résulté. La presse occidentale n'a rien fait pour vérifier les

informations en provenance de Syrte relatives au bombardement de bâtiments civils et à la mort de centaines de personnes. La seule raison est que l'horrible vérité pourrait bien faire capoter toute l'intervention de l'OTAN.
12. En Syrie, les mêmes medias ont adopté le même style d'information biaisée et de désinformation. Ils ont ignoré ou sont passés par-dessus les preuves sur les nombreux assassinats perpétrés par les bandes armées. Ils ont invité l'opinion à ne pas croire les déclarations du gouvernement et à croire celles des rebelles, souvent faites par la voix d'organisations des droits de l'homme sises aux Etats Unis et en Europe. De nombreux mensonges purs et simples ont été dits, comme on en a dit pour la Libye et comme on en avait dit avant l'agression contre l'Irak. Certains d'entre eux au moins ont été mis à nu. Des gens dont on disait qu'ils avaient été tués par les forces de sécurité étaient en fait bien vivants. Les frères de Zeineb al Husni affirmaient qu'elle avait été enlevée par les services de sécurité, assassinée et son corps démembré. Cette histoire épouvantable, diffusée par les chaînes Al Arabiyya et Al jazeera, entre autres organes d'informations, était complètement fausse. Elle est toujours vivante même si la tactique de la propagande est maintenant de prétendre que ce n'est pas vraiment elle mais un sosie. Al Jazeera, la BBC et le Guardian se sont distingués par leur appui aveugle à tout ce qui peut discréditer le gouvernement syrien. La même ligne a été adoptée par les médias grand public des Etats Unis. Al Jazeera, en particulier, a perdu toute crédibilité en tant que source d'informations indépendante sur le monde arabe.
13. En cherchant à détruire le régime syrien, l'organisation des Frères Musulmans a un objectif commun avec les Etats Unis, Israël et l'Arabie Saoudite dont la paranoïa à propos de l'Islam chiite a atteint son paroxysme avec la contestation à Bahreïn. Wikileaks avait révélé à quel point l'Arabie Saoudite était impatiente de voir les USA attaquer l'Iran. Un objectif de rechange est la destruction de la relation stratégique ente l'Iran, le Hezbollah et la Syrie. Les Etats Unis et l'Arabie Saoudite peuvent avoir des raisons légèrement différentes de vouloir la destruction du régime baathiste dominé par les Alaouites à Damas… mais ce qui importe est qu'ils veulent le détruire.
14. Les Etats Unis font tout ce qu'ils peuvent pour acculer la Syrie. Ils apportent un soutien financier aux dirigeants de l'opposition en exil. Ils on essayé (et pour l'instant échoué grâce à l'opposition de la Chine et de la Russie) d'introduire un vaste programme de sanctions via le Conseil de Sécurité de l'ONU. Il est hors de doute qu'ils essayeront encore et, en fonction de l'évolution de la situation, ils pourraient avec l'appui britannique et français présenter une résolution sur une zone d'exclusion aérienne ouvrant la voie à une attaque étrangère. La situation est fluide et il est certain que toutes sortes de plans d'urgence sont élaborés. La Maison Blanche et le Département d'Etat font des déclarations d'intimidation quotidiennement. Provoquant ouvertement le gouvernement syrien, l'ambassadeur des Etats Unis, accompagné de l'ambassadeur de France, se sont rendus à Hama avant les prières du vendredi. Compte tenu de tout ce que nous savons de leurs nombreuses immixtions passées dans les affaires des pays du Moyen Orient, il est inimaginable que les Etats Unis et Israël, avec la Grande Bretagne et la France, puissent ne pas être impliquées dans cette contestation au delà-de ce que nous savons déjà de cette ingérence.
15. Alors qu'ils se concentrent sur la violence du régime syrien, les gouvernements des Etats Unis et d'Europe (particulièrement la Grande Bretagne) ont totalement ignoré la violence exercée contre le régime. Ne parlons bien sûr même pas de leur propre violence bien plus grande exercée en Libye, en Irak, en Afghanistan et ailleurs. La Turquie a rejoint bien volontiers leur campagne, allant même plus loin qu'eux dans la confrontation avec le régime syrien. La politique régionale turque du 'zéro problème' s'est retournée dans la confusion. La Turquie a finalement apporté son appui à l'agression de l'OTAN contre la Libye après avoir d'abord freiné des quatre fers. Elle s'est mise à dos l'Iran par sa politique sur la Syrie et en acceptant, en dépit d'une forte opposition interne, d'accueillir sur son sol un système radar anti-missiles américain qui vise clairement l'Iran. Les Américains disent que les données collectées par le système seront partagées avec Israël qui a refusé de s'excuser pour l'attaque contre le Mavi Marmara, causant une crise des relations israélo-turques. La politique régionale turque est donc passée de « zéro problème » à une quantité de problèmes avec Israël, la Syrie et l'Iran.
16. Alors que certains membres de l'opposition syrienne ont pris position contre une intervention étrangère, "l'Armée de la Syrie Libre" a déclaré que son objectif était la proclamation d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus du nord de la Syrie. Nous avons vu que l'application d'une zone d'exclusion aérienne en Libye s'est soldée par des destructions massives d'infrastructures, la mort de milliers de personnes et la porte ouverte à une nouvelle période de domination par l'Occident.
17. Si le régime syrien est abattu, les baathistes et les Alaouites seront pourchassés jusqu'au dernier. Dans un gouvernement dominé par les Frères Musulmans, le statut de la femme et celui des minorités pourraient connaître une forte régression.
18. A travers le Syria Accountability Act, et avec les sanctions que l'Union Européenne a imposées, les Etats Unis tentent depuis 20 ans de détruire le régime syrien. Le démantèlement des Etats arabes unitaires selon des lignes de fracture ethno-religieuses est un objectif qu'Israël cherche à atteindre depuis des dizaines d'années. Là où va Israël, les Etats Unis suivent tout naturellement. On peut voir les fruits de cette politique en Irak où un Etat indépendant de facto a été créé pour les Kurdes et où la constitution, rédigée par les Etats Unis, distingue les Irakiens en Kurdes, Sunnites, Chiites et Chrétiens, détruisant la logique intégratrice du nationalisme arabe. L'Irak n'a pas connu un moment de paix depuis l'entrée des Britanniques à Bagdad en 1917. En Syrie, les divisions ethno-religieuses (musulmans sunnites Arabes, musulmans sunnites Kurdes, Druzes, Alaouites, les diverses sectes chrétiennes) rendent de la même manière ce pays vulnérable à l'excitation de la discorde sectaire et à la désintégration finale de l'Etat arabe unifié dont les Français avaient essayé d'empêcher l'avènement dans les années 1920.

19. La destruction du pouvoir baathiste serait une victoire stratégique inestimable pour les Etats Unis et Israël. La clef de voûte de la relation stratégique ente l'Iran, la Syrie et le Hezbollah aura été détruite, laissant le Hezbollah isolé géographiquement, avec un gouvernement musulman sunnite hostile à sa porte. L'Iran et le Hezbollah se trouveraient plus exposés à une agression militaire par les Etats Unis et Israël. Hasard ou pas, le 'printemps arabe' tel qu'il s'est développé en Syrie a placé entre leurs mains un levier qui peut leur permettre d'atteindre leur objectif.
20. Il n'est pas forcément certain qu'un gouvernement dominé par les Frères musulmans en Egypte ou en Syrie serait hostile aux intérêts des Etas Unis. Voulant être perçu comme un membre respectable de la communauté internationale et un autre exemple d'Islam 'modéré', il est envisageable et certainement possible qu'un gouvernement égyptien dominé par la confrérie accepterait de respecter le traité de paix avec Israël aussi longtemps qu'elle le pourrait (c'est-à-dire jusqu'à ce qu'une nouvelle attaque israélienne à grande échelle contre Gaza ou le Liban le rende absolument intenable).
21. Un gouvernement syrien dominé par les Frères Musulmans serait proche de l'Arabie Saoudite et hostile à l'Iran, au Hezbollah et aux Chiites Irakiens, particulièrement ceux qui sont liés à Moqtada al Sadr. Il soutiendrait verbalement la cause palestinienne et la libération du plateau du Golan, mais en pratique sa politique ne diffèrerait guère du régime qu'ils cherchent à renverser.
22. Le peuple syrien a le doit d'exiger la démocratie et de l'obtenir, mais de cette manière et à ce prix ? [et même à ce prix, il ne l'obtiendra pas, note de Djazaïri]. Même maintenant, un arrêt des tueries et la négociation sur une réforme politique sont certainement la voie à suivre, pas la violence qui risque de déchirer le pays. Malheureusement, c'est la violence et non un règlement négocié qui a la préférence de beaucoup trop de personnes en Syrie et ce que trop de gouvernements étrangers, qui observent et attendent, veulent aussi. Aucun Syrien n'y gagnera en fin de compte, quoiqu'ils en pensent pour le moment. Leur pays est entraîné vers une guerre civile, peut-être une intervention étrangère et certainement le chaos ou une poursuite à plus grande échelle de ce que nous voyons en ce moment. Il n'y aura pas de rétablissement rapide si l'Etat s'effondre ou peut être abattu. Comme l'Irak, et probablement comme en Libye, si on considère la situation actuelle, la Syrie entrerait dans une période d'agitation sanglante qui pourrait durer des années. Comme l'Irak encore, elle serait exclue du jeu des Etats capables de se mobiliser pour les intérêts arabes, ce qui signifie bien sûr, tenir tête à Israël et aux Etats Unis.
23. En fin de compte, les intérêts de qui en sortiraient-ils gagnants ?
Jeremy Salt
PalestineChronicle.com, 5 octobre 2011.

Jeremy Salt est professeur associé d'histoire politique du Moyen orient à l'université Bikent d'Ankara. Il a enseigné auparavant à l'université du Bosphore d'Istanbul et à l'université de Melbourne dans les facultés d'étude du Moyen Oriens et de science politique. Le professeur Salt a écrit de nombreux articles sur les problèmes du Moyen orient et a été journaliste pour le quotidien australien The Aga lorsqu'il résidait à Melbourne.
Traduit de l'anglais par Djazaïri (11.10.2011) :
http://mounadil.wordpress.com/2011/10/11/verite-et-mensonge-en-syrie/
Texte original en anglais (05.10.2011) :
http://palestinechronicle.com/view_article_details.php ?id=17159
http://www.silviacattori.net:80/article2372.html

Leila Mazboudi : Pourquoi la turquie a vendu la Syrie (Blog cattori)

On est certes bien loin de cette photographie historique qui avait réuni le président turc Abdallah Gull au président syrien Bachar ElAssad et au président iranien Mahmoud Ahmadinejad. Pourtant, elle ne date pas de très longtemps. 2010.
On avait rêvé alors qu'Ankara s'approchait de l'axe Téhéran-Damas, celui de la résistance et de la confrontation au projet américano sioniste. Surtout que des visites similaires, bilatérales ou trilatérales avaient eu lieu, et qu'elles avaient succédé aux déclarations grondantes du Premier ministre turc Recep Tayyeb Erdogan contre le président israélien Shimon Perez, à Davos, suite à l'offensive meurtrière Plomb durci contre la bande de Gaza. Et puis, il ne faut jamais oublier la position de la Turquie qui a refusé l'invasion de l'Irak !
Mais depuis, il y a eu les soulèvements arabes, et surtout la rébellion en Syrie, orchestrée et soutenue par les Occidentaux et leur alliés arabes.
Coup de théâtre : alors qu'on s'attendait à une position équilibrée et réconciliante de la part de la direction turque, qui puisse trouver un terrain d'entente entre les différents antagonistes, c'est tout à fait le contraire qui a eu lieu. Ankara prend parti à plein et adhère totalement aux thèses de l'opposition syrienne pro occidentale. Bannissant le régime syrien, le présentant comme étant en train de tuer son peuple, refusant de voir les manifestations de soutien au président syrien, dénigrant la dimension armée de la contestation, et allant même jusqu'à refuser aux opposants de l'intérieur le statut de représentants du peuple syrien, le réservant à ceux du Conseil national syrien (à en croire les propos de son chef de la diplomatie) !
Du côté des principes, il est difficile de croire les allégations des dirigeants turcs, se disant soucieux des revendications des peuples de la région, et désireux d'instaurer les démocraties dans la région. Avec le peuple bahreïni, Ankara n'adopte pas du tout la même politique.

Elle n'affiche pas non plus de revendications de liberté chez ses alliés arabes, le Qatar, l' Arabie, les Emirats, le Maroc et la Jordanie, où des dynasties caduques perdurent depuis des dizaines de décennies et des milliards de pétrodollars ont été distribués pour taire toute contestation.
Certains analystes évoquent des relations historiques entre le parti turc au pouvoir « *Développement et Justice* », d'obédience islamique, avec les Frères musulmans, principale force de l'opposition syrienne de l'exil. D'autant plus que tous les deux appartiennent à la même confession islamique !
Cette thèse comprend nécessairement une part de vérité, même si le chef de la diplomatie turc Ahmad Davutoğlu s'est défendu, avant de se rendre à Ankara, *« de mener une politique à caractère confessionnel ».*
Mais ce principe, car il s'agit bien d'un principe, ne peut expliquer à lui seul l'acharnement de la Turquie contre le régime syrien. Davutoğlu a en personne lancé à la même occasion précitée que « *la Turquie suit une politique d'équilibre entre les principes et les intérêts* ».
Justement c'est du côté des intérêts que les choses paraissent plus claires.
Deux évènements ayant eu lieu ces derniers jours l'illustrent.
Le premier, militaire fait état que 4 drones américains de type « *Predator* » ayant été déplacés de l'Irak en Turquie. Leur mission consiste à soutenir la Turquie contre les rebelles kurdes du PKK qui mènent une lutte acharnée depuis une quarantaine d'années contre le gouvernement central pour obtenir l'indépendance de leurs régions.
Ankara qui s'efforce par tous les moyens pour s'acquérir ces appareils en avait dans un premier temps acheté à Israël. Mais elle a dû les restituer lorsqu'elle s'est rendue compte qu'ils sont défectueux. C'est l'une des raisons de la dégradation de ses relations avec Tel Aviv. Elle a tenté de se les acquérir de la France et de l'Italie. Là aussi, les israéliens sont parvenus à entraver l'accord.
On sait depuis le mois de septembre dernier qu'elle les a demandés à Washington, et que les membres du Congrès tentent de bloquer leur vente à cause de Tel Aviv aussi.
Maintenant qu'elle les a dans sa base aérienne d'Incirlik, il faut deviner qu'un marchandage a eu lieu, vu que ce genre de transaction se fait donnant donnant.
La Turquie ne peut désormais plus que tourner dans l'orbite de Washington. Il ne faut donc plus s'étonner qu'Erdogan s'offusque à pleine bouche contre ElAssad.
Autre information, relevant du domaine économique : Ankara s'attend à davantage d'investissements qataris chez elle, en l'occurrence la création d'une station de gaz liquéfié destiné à l'Europe, dans le cadre d'une gazoline reliant la région du Golfe aux pays de l'Union européenne. Des investissements bancaires sont également convenus, rapporte le ministre des finances turc, Mohammad Chimchek, lors d'un forum des investissements organisé à Doha.
Une générosité pareille de la part des autres États pétroliers du Golfe devrait avoir eu lieu.
Au lendemain des ententes turco-syrienne et turco-iranienne, rois et émirs du Golfe se sont empressés de convier Gull, Erdogan et compagnie. Question de contrer avec les ambitions iraniennes et syriennes. Avec un acharnement que l'on ne trouve guère lorsqu'il s'agit par exemple de faire adhérer la Palestine à l'ONU, et que les Américains et les Israéliens entravent...
Leila Mazboudi
Al-Manar, 17 novembre 2011.
November 21, 2011

Leila Mazboudi *est rédactrice en chef de la chaîne de télévision libanaise Al Manar.*
Source :
http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php ?eid=38246&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid=37&s1=1
http://www.silviacattori.net/article2381.html

---

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

1-1 Moustafa: Les USA cherchent à attiser la crise en Syrie et à l'exploiter politiquement.

L'Ambassadeur de Syrie à Washington, Imad Moustafa, a affirmé que les USA cherchaient toujours à accentuer la crise actuelle en Syrie en déployant tous leurs efforts pour l'attiser, la prolonger et l'exploiter sur le plan politique. Il a estimé que les récentes déclarations du département d'Etat américain au sujet de la Syrie n'étaient qu'un maillon d'une série d'autres qui confirment la détermination des USA à n'épargner aucun effort pour porter préjudice à la Syrie.
Dans une interview accordée, ce soir, à la télévision syrienne, Moustafa a fait noter que les relations entre la Syrie et les Etats-Unis étaient tendues depuis les années 50 en raison du conflit arabo-israélien et de la soumission sans faille de la politique étrangère américaine aux diktats et aux caprices d'Israél.
Il a indiqué que Washington était disposé à faire n'importe quoi pour entraver le dialogue en Syrie et empêcher ce dialogue d'aboutir et de réaliser ses objectifs.

"La réalisation faite par la Syrie sur les plans politique et sécuritaire suscite le mécontentement des USA. C'est pourquoi, la campagne médiatique contre la Syrie monte d'un cran à chaque fois qu'une démarche aurait été faite par la Syrie sur la voie de la réforme", a ajouté l'Ambassadeur Moustafa.
Concernant l'action de l'Ambassade de Syrie à Washington, Moustafa a affirmé que l'Ambassade menait des contacts avec la communauté syrienne aux USA, toutes composantes confondues y compris l'opposition. "Les participants aux manifestations, que ce soit d'opposition ou de loyauté, ont été appelés à entrer à l'Ambassade pour écouter leurs points de vue", a-t-il précisé.
Au sujet de la décision de son rapatriement, l'Ambassadeur Moustafa s'est dit favorable à cette décision. Il a par ailleurs qualifié d'aveugle et de flagrant, l'alignement médiatique américain sur la version hostile à la Syrie. "La majorité des médias américains sont livrés à la désinformation mais ils ne sont pas, pour autant, enlisés vers l'incitation criminelle et sanguinaire exercée par certaines chaînes satellitaires arabes", a-t-il estimé.
05 Nov 2011
http://www.sana.sy/fra/51/2011/11/05/380167.htm

1-2 Jacques Borde : Syrie – Après Tripoli, Damas !

Q – Des observateurs et non des moindres, estiment qu'après la Libye, c'est le régime syrien qui va subir les foudres de l'Occident ?
Jacques Borde – De toute évidence, oui. Et plus vite que beaucoup s'y attendaient. Moi le premier.
Q – Et pourquoi donc ?
Jacques Borde – Oh ! Une seule et unique raison à cet emballement belligène : la volte-face russe. Moscou vient de se tirer une balle dans le pied en forgeant, par elle-même – et sans que personne (à moins que…) ne lui demande rien – l'arme diplomatique qui va servir au camp occidental pour mettre Damas au ban des nations…
Q – Comment ?
Jacques Borde – En se proposant pour pondre une résolution douce, destinée à prendre la place de celle à peine refusée par Moscou et Beijing. Étonnamment, l'a-diplomatie russe aurait pu attendre que les Occidentaux mettent quelques semaines à s'échiner à trouver la trame d'un nouveau texte de nature à trouve grâce aux yeux de la Russie et de la Chine. Mais, pourquoi attendre ? Autant faire le sale boulot soi-même, non ?
Or, en l'espèce, proposer une nouvelle mouture de résolution au Conseil de sécurité des Nations-unies portant sur une réforme du système politique syrien avec l'adoption de normes « démocratiques » (sic) curieusement toutes écrites à l'Ouest va immanquablement déboucher sur une agression de la Syrie par l'Axe atlantique.
Q – Pour quelles raisons ?
Jacques Borde – Pour celles-ci :
1.Nos sources nous indiquent clairement que les Russes travaillent sur un projet de résolution « modérée ». Ce que confirme, à sa manière le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, lorsqu'il déclare à l'hebdomadaire Profil, « Nous proposons d'adopter une résolution équilibrée qui condamnera les violences des deux côtés », celles du régime du président Bachar el-Assad et celles de l'opposition, « Dans le même temps, il faut que nous demandions à Assad de poursuivre les réformes qu'il a déjà engagées ». Notez que ce projet, d'une imbécillité sans bornes, a, toujours selon nos sources russes, l'aval du Premier ministre, Vladimir Vladimirovitch Poutine, ce qui en dit long sur sa courte vue en matière géopolitique. Même Gorbatchev, qui a vendu à l'Ouest tout ce qui était monnayable dans son pays, avait plus de jugeote.
2.Les Occidentaux – qui, sans doute, n'en attendaient pas tant – vont se précipiter pour accepter la résolution des Kremlin's boys. Une fois adoptée, elle aura, nécessairement, une valeur contraignante pour la Syrie.
3.L'Occident et le bras armé qu'il choisira – l'Otan, peut fort bien (dans un premier temps ou même durablement) faire semblant de se tenir en retrait, afin de ne pas vexer les pigeons moscovites et ne prêter qu'un concours indirect, mais décisif, aux opérations – se chargera de l'application, par la force si nécessaire, de la dite résolution non seulement votée, mais, comble de la turpitude diplomatique, forgée par Moscou.
4.Comme pour la Libye, l'Occident n'aura qu'à outrepasser son mandat pour arriver à ses fins. Et, comme à l'accoutumée, les Russes – qui auront tiré, bis repetita…, les marrons du feu pour Washington, Londres et Paris – seront les dindons d'une farce levantine dont, comble de l'ironie, ils auront écrit, motu proprio, le premier acte…
Q – Vous qui aimez les comparaisons historiques, à qui compareriez-vous les Russes, à Judas ?
Jacques Borde – Non, toujours pas. Judas Iscariote avait reçu ses TRENTE deniers du Sanhédrin[1] pour livrer le Christ. Là, c'est Moscou qui, par ses forgeries, va livrer son dernier allié au Proche-Orient au camp adverse ! Comme je crois vous l'avoir déjà dit, le Janus bifrons russe – par là, je veux dire Medvedev ET Poutine, jouant la même partition pro-occidentale, c'est évident – c'est Judas allant plaider devant le Préfet-Procurateur[2] de Judée Ponce Pilate pour lui réclamer l'arrestation de Jésus, à la place de Caïphe ! Avec des amis de cet acabit, à l'évidence, le président syrien, le Dr. Bachar el-Assad, n'a plus vraiment besoin d'ennemis et devrait se consoler en relisant la formule de Cicéron : « Ab amicis honesta petamus » (À un ami, on ne doit demander que ce dont il est capable)[3].
Q – Mais pourquoi les Russes agissent-il s de la sorte ?
Jacques Borde – Deux raisons principales. Première raison. Oubliez tout ce que vous avez pu lire sur l'Union Soviétique, ses dirigeants d'airain, les odieux kagébistes mangeurs de petits enfants, les terrifiants Soviet Military Balance opportunément édités juste avant les votes décisifs des chambres US pour les budgets alloués au Pentagone, etc., la nomenklatura actuellement en place à Moscou n'est jamais qu'une génération de petits fonctionnaires de province – Dimitri Medvedev et Vladimir Poutine, les premiers – montés à Moscou, la capitale, pour y réussir. Ce sont des apparatchiks de sous-préfecture issus d'un système sclérosé, que les hasards de l'histoire ont propulsé à des postes qui dépassent leurs compétences. Nicolas Sarkozy, à côté d'eux, c'est le

prince de Bismarck-Schönhausen ! Ceci bien que l'actuel locataire de l'Élysée ne passe pas pour un fin géopolitique. Mais comme aurait dit Saint Thomas d'Aquin, « Timeo hominem unius libri » (Je crains l'homme d'un seul livre). Et Sarkozy – a contrario de beaucoup de ses pairs, qui vaticinent à l'envie – a prouvé qu'il savait agir dans l'urgence. Quitte à mettre la charrue avant les bœufs.
La seule réussite, qui ne doit rien ni à Medvedev ni à Poutine, qu'a connu la Russie, ces dix dernières années, est Gazprom qui est une multinationale comme les autres. Une Exxon made in Russia, rien de plus. Ce qui est déjà appréciable. Mais, convenez-en, n'entre guère dans les visions fantasmagoriques de tous ceux qui voient en Moscou la nouvelle Rome d'un Imperium eurasiste…
Manquant de ce qui fait la colonne vertébrale des hommes d'États, nos deux derniers locataires du Kremlin (comme leurs prédécesseurs, d'ailleurs) multiplient les calculs d'apothicaire pour ne pas perdre leur mise. Ce sont des gestionnaires de faillite maladroits. Cela ne serait pas trop grave – après tout combien de temps a perduré l'Empire ottoman dirigé, lui aussi, par des incapables – s'ils n'avaient en face d'eux les dépeceurs d'empire professionnels que sont les think tanks états-uniens. Du coup, depuis l'Affaire des missiles de Cuba, avec une accélération avec la 1ère Guerre d'Afghanistan, la sphère d'influence de la Russie se réduit comme une peau de chagrin. Là, lorsque la Syrie sera tombée, la Russie n'aura plus de point d'ancrage, passés les Détroits, en Méditerranée. À se demander si quelqu'un sait encore lire une carte au Kremlin…
Q – Et la seconde ?
Jacques Borde – Amos Lerah, sur le site israélien JSSNews, a fort bien résumé les arrières pensées des nos petits princes de la Moskova. Que dit-il ? Que « Poutine sait que Bachar el-Assad est condamné. Mais il veut s'assurer que la Russie a son mot à dire dans le choix de son successeur ».
Grossière erreur de calcul. Comme pour, l'Égypte, la Tunisie et, plus violemment, la Libye, pourquoi l'Occident irait-il demander l'avis de la Russie – désormais poids-plume des relations internationales et qui ne représente plus rien dans la région du Levant – avant de passer son coup de balai ? Prenez l'Égypte – ex-carte majeure de l'implantation russe dans la région – , 98% des officiers de ses forces armées passent, à un moment donné ou à un autre de leur cursus, par les académies militaires US. On voit ce que cela donne quant à l'adoption de l'agenda géopolitique US dans la région et du recadrage ad usum Americani de la « révolution arabe » du Caire !
Au niveau des rentrées d'argent, les comptables du Kremlin seront heureux d'apprendre que la dernière vente – bien que réalisée par le biais des Foreign Military Sales, au cheminement financier parfois complexe – de 125 chars de combat M-1A1 Abrams, par General Dynamics, rapportera 1,329 Md$US aux États-Unis !
Mais Amas Lerah pointe un autre facteur : « le bail russe sur le port de Sébastopol en Crimée » qui « expire en 2017 et ne peut être prolongé sans l'accord de l'Ukraine. Sébastopol est la plus grande base navale Russe et sa bouée de sauvetage pour le maintien d'un accès direct sur la Mer Noire, puis sur les Dardanelles et la Méditerranée. Perdre cette base serait comme devenir enclavée pour la Russie. Kaliningrad ne pourra jamais être transformée en un atout naval majeur tandis que les côtes sibériennes et extrême-orientales ne permettront pas un ravitaillement facile ».
Q – Mais pourquoi aller si vite en (basse) besogne ?
Jacques Borde – Parce que, vu de Moscou, le temps presse. Comme le rappelle encore Amos Lerah, « En 2017, l'Ukraine pourrait bien être un membre de l'Union européenne et il est fort à parier que l'Otan ne voudrait pas de cette base navale russe en Ukraine. Alors Moscou est à la recherche d'une alternative à Sébastopol. Les stratèges russes estiment qu'ils ont trouvé la solution sur la côte méditerranéenne de la Syrie. Là même où ils stationnent actuellement plusieurs sous-marins et destroyers ».
Q – Parce que, selon-vous, les Russes lâcheront Sébastopol ?
Jacques Borde – Dans leur tête, c'est déjà fait. J'en suis persuadé. Là encore, ça n'est qu'une question de temps et de procrastinations sans queue ni tête. Vous verrez, les événements me donneront raison. Hélas !
Q – Mais, dans ce cas-là, ne devraient-ils pas se cramponner à la Syrie ?
Jacques Borde – Mais c'est ce qu'ils font. Mais, à leur manière de petits joueurs. Ils biaisent, louvoient, gémissent. Leur calcul – d'une inconséquence rarement atteinte – est de se dire : Offrons aux Occidentaux la tête de Bachar el-Assad, ils nous laisseront notre accès aux côtes…
Q – Mais c'est absurde ?
Jacques Borde – Oui. Mais, c 'est comme ça que fonctionnent nos apparatchiks de sous-préfecture, à la recherche de (petits) bénéfices acquis sans prise de risque. « Avaritia facit bardus » (La cupidité rend stupide), dit l'adage latin. Rappelez-vous, c'est exactement de cette manière qu'ils ont agi avec Milosevic. C'est simple, citez-moi UN allié que Moscou n'a pas abandonné dans la tourmente ? Barré, Nasser, Milosevic, Seselj, Kadhadi, etc., tous ont vu les Russes se coucher dès que le vent a commencé à souffler et que Washington, abattant ses cartes, a haussé le ton. Au bluff, le joueur d'échec (russe) – qui pense toujours au coup du surlendemain (qui ne se jouera, évidemment pas, comme il l'imagine) – se couche toujours devant le joueur de poker US. Et, in fine, se fait rouler dans la farine !..
Q – C'est à ce point-là ?
Jacques Borde – Oui. À meilleure preuve : que nous dit encore notre confrère de JSSNews ? Qu'« Il y a quelques semaines, un haut fonctionnaire russe m'a assuré que son gouvernement ne s'opposerait pas à « une résolution forte » de soutien à l'insurrection en Syrie ».
Q – Cela vous semble crédible ?
Jacques Borde – Attendez un peu et vous verrez que, peu ou prou, ces prévisions se réaliseront. D'autant que le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, « a invité l'opposition syrienne à Moscou, ce qui implique

que le président Bachar el-Assad n'est plus l'interlocuteur exclusif de la Russie… Et seulement 48 heures après le veto, le président russe Dimitri Medvedev a appelé Assad à réformer le pays ! »
En résumé, pour reprendre l'analyse d'Amos Lerah, « La Russie sait qu'Assad va devoir bientôt partir. C'est pourquoi Poutine recherche une solution médiane : un nouveau régime syrien dans lequel les amis de Moscou (donc des proches actuels d'Assad) auraient une place assez forte pour offrir à la marine russe tout ce dont elle désire ».
Le problème, c'est qu'avec les États-Unis, il y a JAMAIS de « solution médiane ». Parlez-en, pour voir, aux Irakiens ! L'embargo onusien, concocté dans les cénacles washingtoniens, leur a coûté UN MILLION ET DEMI de morts. Et ne comptez pas sur les Américains pour avoir des remords. Je vous rappelle, une fois encore, les paroles de l'ancienne chef de la diplomatie états-unienne, Madeleine K. Albright, à qui Larry King avait posé la question suivante: « Is it worthwhile to kill Iraqi children ? » (Est-ce que ça vaut le coup de tuer des enfants irakiens ?)… Ce à quoi elle avait répondu : « Yes, it is worthwhile! » (Oui, cela vaut le coup).
Q – Oui, mais les Russes arment bel et bien,la Syrie ?
Jacques Borde – Oui. Mais, même là, il y aurait beaucoup à redire…
Q – Dans quels sens ?
Jacques Borde – Outre que souvent, voir leur litige avec l'Iran sur les S-300, les Russes ne tiennent pas leurs engagements – quitte à y laisser, budgétairement parlant, leur chemise –, les armes n'arrivent pas toujours à destination !
Q – Vous pouvez préciser ?
Jacques Borde – Apparemment, un des premiers lots de missiles antichars AT-14 Kornet II, commandé par Damas, bien que payé, semble-t-il, n'aurait jamais été livré à la Syrie ! L'ex-Premier ministre israélien, Ariel Arik Sharon, affirme JSSNews, « s'était même envolé de nuit pour ne pas alerter toute la presse qui le collait à chaque instant. Il réussit après des heures de longues discussions, à convaincre Poutine de ne pas livrer même s'ils étaient payés, ces fameux missiles ».
Vint ensuite, nous rappelle encore JSSNews, « l'histoire d'un cargo qui disparut au large de la Manche, le fameux Artic Sea. Il y aurait eu à bord des S300 qui devaient transiter en Algérie pour être ensuite dirigés vers l'Iran ».
Q – Mais, concernant la livraison des S-300, Moscou n'a fait que suivre les sanctions prononcées contre l'Iran ?
Jacques Borde – Vous voulez rire ! Ça serait la première fois depuis longtemps qu'une grande puissance suit à la lettre les recommandations onusiennes. De plus, si la société Almaz-Anteï qui produit les S-300 avait, vraiment, voulu honorer sa commande, passée bien avant la résolution de l'Onu, rien ne l'en empêchait. Si Moscou a gelé la vente, le 11 juin, c'est bien après avoir, délibérément, joué la montre pour ne pas avoir à tenir parole…
Q – Sur notre site, Charlotte Sawyer et John Q. Neel ont dépeint l'avenir de la puissance navale russe de manière apocalyptique. Or, désolé, il y a bien des domaines où les Russes restent performants ?
Jacques Borde – Oui. Et à quoi faites-vous référence ?
Q – Aux projets 20380 et 20385, selon la nomenclature russe ?
Jacques Borde – Effectivement, le Projet 20380 – la corvette Steregushy donne l'impression du renouveau. Mais, mis en chantier en décembre 2001, le projet, qui devait comprendre entre vingt et trente unités, se limitera, en fait, à cinq bâtiments. Pas de quoi pavoiser. D'autant que ce type de corvette, un temps présentée comme une La Fayette en plus petit, offre une autonomie somme toute réduite – 5.000 nautiques au lieu de 9.000 –, ce qui confirme bien le manque d'ambition des Russes dans le domaine naval. Elles ne seront en mesure d'opérer que sur des théâtres d'opérations proches (Baltique, Barents, Caspienne, Mer Noire). Et de couvrir les péninsules de Primorye et du Kamchatka. Calculez : QUATRE mers, DEUX péninsules et CINQ navires ! Où est la projection ? Où est l'ambition ? Où est le renouveau ?
C'est sans doute ce qui a poussé Moscou, nous apprenait Kommersant, a lancer un appel d'offres pour une nouvelle corvette polyvalente, similaire au Littoral Combat Ship (LCS) US. Ce qui devrait déboucher sur une version optimisée des Steregushy : le Projet 20385. Soit ONZE corvettes à livrer avant 2020. Un projet, en théorie, nettement plus ambitieux. Les Projet 20385 seraient des navires furtifs et leur armement comprendrait, dixit le patron de la marine russe l'amiral Vladimir Sergueïevtich Vysotskiy, des missiles nucléaires tactiques. Pour l'instant, on n'en sait guère plus. Sauf que le Projet 20385 s'inscrit dans le Programme naval décennal 2011-2020. Pour conclure, avec la marine russe, le projet de catamaran LCS proposé par OSK resterait d'actualité.
Tout cela semblerait convaincant. Sur le papier, du moins. Car, à ce jour, de la classe Steregushy, seul le Steregushy est en service (depuis le 14 octobre 2007). Le Soobrazitelnyy en étant, tout juste, aux essais à la mer. Donc, l'un dans l'autre, désolé, je ne peux que partager l'analyse de Sawyer et Neel.
Q – Pour finir, que penser des opposants syriens ?
Jacques Borde – Cela dépend de qui l'on parle. Si vous pensez au Conseil national syrien (CNS), créé il y a peu : rien de bon. Quant à leur environnement immédiat, principalement des traîtres passibles de la peine capitale. Ni plus, ni moins !
Q – Vous n'y allez pas un peu fort ?
Jacques Borde – Pas du tout. Vos « opposants » (sic) ont publié sur leur site internet la carte des systèmes antiaériens protégeant le front avec Israël. Quatre cartes détaillées montrent clairement le positionnement des défenses antiaériennes en question. Des S-25 Berkut (Code Otan, SA-1 Guild), S-75 Dvina (code Otan, SA-2 Guideline), S-125 Neva (code Otan, SA-3 Goa), et des S-200 Angara (code Otan, SA-5 Gamon) ou encore 2K12 Kub (code Otan, SA-6 Gainful). Des engins sol/air qu'il faudra bien détruire avant d'envisager toute Zone d'exclusion aérienne. Or, l'instauration d'une telle zone, est, par elle-même, un acte de guerre avéré.

La République arabe syrienne étant, à ce jour, en état de guerre (non ouverte) avec son voisin israélien, la simple révélation de ces éléments-clés de sa défense constitue clairement pour ses auteurs un acte de haute trahison. Passible des tribunaux, quelque soit le pays du monde, lorsqu'ils se produisent. Donc, Damas sera légitimement fondé, le moment venu, de passer les auteurs de telles forfaitures par les armes…

Q – Un dernier mot sur la Libye, peut-être ?

Jacques Borde – Court, alors. À l'évidence, la Guerre de Libye, est loin d'être terminée. À peine finis dans une ville, les combats reprennent dans une autre. Normal, les insurgés pro-occidentaux n'ont même pas les effectifs nécessaires à une force de police lambda pour assurer le maintien de l'ordre en temps de paix. Alors, juguler une guerre civile !

Ah, si ! Un dernier signe. Comme l'a indiqué le site meretmarine.com, la frégate Montcalm a rejoint la zone d'opérations au large de la Libye. « Le bâtiment a été intégré à la TF 473, déployée dans le cadre d'Harmattan. L'arrivée du bâtiment permet de compenser, au sein de la force navale française, le départ de la frégate La Fayette, rentrée à Toulon le week-end dernier »[4].

Pourquoi donc ainsi compenser le retrait d'un navire de guerre de l'importance du La Fayette ? Si ce n'est parce rien n'est encore joué.

Or, jugez-donc du dispositif que la France doit encore consacrer à sa via factis sur les villes libyennes: « la TF473 », dixit meretmarine.com, « se compose aussi de la frégate de défense aérienne Chevalier Paul, qui a remplacé le Cassard (également rentré à Toulon), ainsi que du bâtiment de projection et de commandement Tonnerre, qui embarque un groupe aéromobile fort d'une vingtaine d'hélicoptères Tigre, Gazelle, Puma et Caracal. De plus, un bâtiment de ravitaillement assure le soutien des unités de combat depuis Toulon ». Et, « En parallèle, la Marine nationale participe également à la force maritime déployés au large de la Libye par l'Otan dans le cadre de l'opération Unified Protector. Ainsi, l'aviso Commandant Birot a remplacé au sein de l'OUP son sistership, le Lieutenant de Vaisseau Lavallée, qui a regagné lundi sa base de Brest »[5].

Q – Mais Londres a bien allégé son dispositif, non ?

Jacques Borde – Oui et non. Après quelques 3.000 heures de vola u-dessus de la Libye, les Typhoon de la RAF ont quitté le théâtre d'opérations libyen, le 23 septembre 2011. Mais, il reste SEIZE Tornado GR4 britanniques dans la boucle opérationnelle otanienne. Or, ces appareils ont de meilleures capacités de frappe au sol que les Typhoon. Ils viennent d'ailleurs de passer le cap des 7.000 heures de vol sur zone. Mais, naturellement, rien de toute cette litanie de Guernica frappant les villes libyenne ne serait possible sans les Américains qui assurent, à eux seuls, 80% des opérations de ravitaillement en vol des flottes aériennes de l'Axe atlantique.

Quant à la part française à ces gesticulations guerrières – première devant la Commission de défense de l'Assemblée nationale, le 4 octobre 2011 – le ministre de la Défense, Gérard Longuet, a révélé le nombre et le type de munitions larguées par la France. Chiffres que, jusqu'alors, l'état-major des armées se refusait purement et simplement à diffuser. Donc, dixit Longuet, « les avions ont largué 950 bombes et tiré 240 missiles air-sol »[6]. Sur ces engins, précise Air & Cosmos, « figurent 15 missiles Scalp-EG, qui ont été tirés par les Rafale et les Mirage 2000D, ainsi que 225 AASM mis en oeuvre par les Rafale »[7]. De leur côté, les hélicoptères du groupe aéromobile français « ont lancé 431 missiles Hot »[8}. Quant aux bâtiments de surface de la Marine nationale, ils ont, pour leur part, délivré quelque « 3.000 obus de 100 et 78 mm »[9].

Quelle débauche de moyens et de personnels pour une guerre, qui, prétendument gagnée par le CNT et ses djihâdistes de marché, dure encore ? Ses vainqueurs – si vainqueur,il y a un jour – et-au-delà, ceux qui les ont inspiré et escomptent tirer profit de cette guerre, seraient bien inspirés de relire Virgile qui écrivit: « Romane, memento : hae tibi erunt artes ; pacisque imponere morem, parcere subiectis, et debellare superbos » (Romain, souviens-toi : ce seront tes arts à toi ; de gouverner les nations sous ta loi, d'imposer des règles à la paix, de ménager les vaincus et d'abaisser les superbes)[10]. On est loin du compte !

Notes

[1] Le Sanhédrin est l'assemblée législative traditionnelle du peuple juif ainsi que son tribunal suprême qui siégeait à Jérusalem. À savoir que le nom n'est pas d'origine hébraïque mais dérive du grec Sunedrion qui signifie Assemblée siégeante.

[2] Les textes, en effet, diffèrent légèrement quant à la titulature exacte de Pilate. Dans ses Antiquités Judaïques, Flavius Josèphe, fait de Ponce Pilate le Préfet de Judée. Cf. « [l'empereur Tibère] envoya comme préfet de Judée (Ἰουδαίοις ἔπαρχος) Valerius Gratus, [...] Gratus, après avoir fait cela, rentra à Rome ; il avait passé onze ans en Judée. Ponce Pilate lui succéda ». Mais, de leur côté les Évangiles de Matthieu et Luc, ainsi que Philon d'Alexandrie dans Légation à Caïus, une courte phrase chez Tacite, ainsi que Flavius Josèphe, lui-même, dans sa remarquable Guerre des Juifs, privilégient le titre de Procurateur de Judée (Ἰουδαίοις ἐπίτροπος / Ioudaíois epítropos) pour qualifier Pilate.

[3] De Amicitia, 13, 44.

[4] Mer & Marine (14 octobre 2011).

[5] Mer & Marine (14 octobre 2011).

[6] Air & Cosmos, n°2283 (14 octobre 2011).

[7] Air & Cosmos, n°2283 (14 octobre 2011).

[8] Air & Cosmos, n°2283 (14 octobre 2011).

[9] Air & Cosmos, n°2283 (14 octobre 2011).

[10] L'Énéide, 6, 851-852.

http://www.geostrategie.com/4216/syrie-%e2%80%93-apres-tripoli-damas%c2%a0/

1-3 Tony Cartalucci : La vérité sur la position occidentale envers la Syrie: affaiblir l'Iran.

L'affaire humanitaire n'est que la façade rhétorique d'un plan régional de démantèlement de l'influence iranienne.

Comme il a été dit en Février 2011 dans "Le Moyen-Orient et ensuite le monde", le "printemps arabe", financé, soutenu et armé par les Etats-Unis, était loin d'être "spontané" ou "organique", mais bien plutôt une déstabilisation régionale préméditée pour consolider l'Hégémonie de Wall Street et de la City de Londres à travers le Moyen-Orient et ce dans un effort d'isoler à la fois Moscou et Pékin par une tactique faite pour établir un "ordre international" industrio-fasciste incontesté.

Le sénateur américain John McCain, le président de l'International Republican Institute (IRI), une organisation dédiée à ourdir des troubles séditieux extra-territoriaux et des révolutions de par le monde, a dit ouvertement des troubles que son IRI a aidé à financer en Egypte, qui ont ravagés la Libye et maintenant consumme la Syrie, "Je ferai un peu moins le malin si j'étais aujourd'hui Vladimir Poutine au Kremlin avec ses sbires du KGB. Je me sentirai un peu mois en sécurité dans la station balnéaire du président Hu et des quelques hommes qui gouvernent et décident sur la destinée de 1,3 milliards de gens." McCain qui a ouvertement sympathisé avec Al Qaïda en Libye et a mené une délégation des corporations fascistes pour une visite d'un Caire maintenant déstabilisé de manière irrémédiable, alors qu'ils se préparent à glâner les bénéfices de leur sédition financée de l'étranger, a laissé transparaître la véritable nature de la tactique globale qui se joue au travers des révolutions colorées financées par les Etats-Unis et que finalement, leur destination finale se situe dans les capitales de Moscou et Pékin.

Maintenant, le "Jerusalem Post" a rapporté qu'une "attaque sur la Syrie pourrait être un moyen moins coûteux pour affaiblir l'Iran, révélant pas là-même que la quête de toujours plus de pouvoir et non pas la cause humanitaire se situait au cœur des intentions occidentales envers la Syrie et que la sédition clairement financée et maintenant armée depuis l'étranger, qui s'établit dans les villes frontalières syriennes, cible de fait un affaiblissement de la sphère d'influence de l'Iran, alors que les préoccupations pour la "démocratie" ne sont que du verbiage réthorique qu'on éparpille à la cantonade pour tous ceux qui demeurent suffisamment ignorants pour continuer à gober ce qu'on leur dit. Le Post a rapporté que Gabriel Ben-Dor, le directeur des études sur la sécurité nationale de l'université de Haïfa, s'est félicité de la récente décision de la Ligue Arabe de suspendre la Syrie, mais a indiqué que de futures actions seront nécessaires avant de garantir cet état de fait, révélant ainsi que la Ligue Arabe n'agit en fait que par proxy, comme paravent, des intérêts de Wall Street, de la City de Londres et d'Israël. Ben-Dor confirmerait que "ils espèrent démanteler l'axe Iran, Syrie, Hezbollah et ainsi affaiblir cette coalition, ce qui est un intérêt commun pour toutes les puissances majeures de monde arabe", révélant ainsi de manière sûre que les rapports des médias de masse de ces derniers six mois, citant l'*Observatoire Syrien des Droits de l'Homme* basé à Londres, l'association financée par Georges Soros Human Rights Watch et *Amnesty International,* n'ont rien été de plus que de la propagande éhontée afin de justifier ce qui est essentielleemnt une guerre par proxy combattue non pas avec des troupes américaines mais avec des groupes de jeunes formés par les Etats-Unis en Egypte, les voyous d'Al Qaïda en Libye et les militants des Frères Musulmans en Syrie.

L'article intitulé "La Syrie exhorte la Ligue Arabe de reconsidérer sa suspension", écrit par Oren Kessler du Jerusalem Post et de l'agence Reuters, qui illustre parfaitement la nature totalement compromise et incestueuse des média de masse servant le fascisme global, dégénère même en une complainte et une pseudo-motivation pour des préoccupations humanitaires, citant la maintenant complètement discréditée ONU et des "activistes". Cette démonstration haletante de propagande financée par la machine corporatiste pour pousser son agenda, expose l'illégitimité des protestations et des troubles fomentés par l'occident en Syrie, celle des "activismes" financés depuis l'étranger à travers le monde et les menteurs invétérés qui sont payés pour diffuser cete propagande à travers les médias.

A la lumière de tout cela, il serait peut-être bon de relire "Le Moyen-Orient et ensuite le monde", comme étant une mégalomanie de Wall Street et de la City de Londres et de leurs légions de traîtres qui consument le monde et nous rapproche de plus en plus d'une troisième guerre mondiale, le tout sous le déguisement de considérations "humanitaires", de "démocratie", de droits de l'Homme et de "liberté".

Tony Cartalucci

Tony Cartalucci est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca. Articles de Tony Cartalucci publiés par Mondialisation.ca

Mondialisation.ca,
Le 14 novembre 2011
Article original en anglais .
Traduction : Résistance 71
http://landdestroyer.blogspot.com/2011/11/jp-blabs-truth-about-western-stance.html

---

1-4 Sami Kleib : La vérité sur les visées inquiétantes du Qatar et des puissances occidentales.

Ce qui se passe en Syrie n'a rien à voir, ni avec la défense des droits de l'homme, ni avec ce qu'en rapportent les médias traditionnels depuis huit mois.

Comme le montre très bien l'article de Sami Kleib, journaliste arabe fort bien informé, les manœuvres contre la Syrie s'inscrivent dans le cadre d'une déstabilisation régionale préméditée et fait partie d'un plan visant à démanteler la Syrie, le Liban, et l'Iran.

19 novembre 2011

Est-il nécessaire de préciser que ces trois États qualifiés hypocritement d'« *axe chiite* » sont en réalité le seul « *axe de résistance régionale* » aux visées hégémoniques américano-sionistes dont les bras armés sont l'OTAN qui frappe sans discernement, le Qatar qui achète les consciences, et les opposants irresponsables d'un Conseil National Syrien ? Ces derniers, acquis à la cause des ennemis de leur patrie, ne sont-ils pas prêts à engranger les bénéfices de leur sédition financée par l'étranger ? Comment les considérer autrement alors qu'ils usent de prétextes fallacieux et appellent toutes sortes d'interventions étrangères pour la soi-disant protection des populations civiles syriennes qu'ils ont eux-mêmes placées dans l'œil du cyclone ? Il est attristant de constater que notre Ministre des Affaires Étrangères, Alain Juppé, après leur avoir accordé une poignée de main généreuse, persiste à les soutenir tout en sachant qui ils sont. Non Monsieur Juppé, vous faites erreur, non seulement ces opposants syriens de l'extérieur portent atteinte aux intérêts de leur patrie, mais ils mettent aussi en péril nos propres intérêts dans la région. (Mouna Alno-Nakhal)

Un diplomate arabe au Caire a rapporté que lors de la réception de la délégation de la Ligue Arabe à Damas le 26 Octobre dernier, le Président Syrien Bachar el-Assad aurait accusé le Premier Ministre du Qatar, le Sheikh Hamad bin Jaber Al Thani, d'être l'exécuteur de *« diktats américains »* et lui aurait dit : *« Moi, je protège mon peuple avec l'aide de mon armée, mais toi tu protèges le tien par les bases américaines implantées sur ton sol… Si vous venez ici en tant que délégation de la Ligue Arabe, vous êtes les bienvenus. En revanche, si vous êtes les délégués des Américains, il vaudrait mieux que nous cessions toute discussion ».*

Dans cette ambiance tendue, le responsable Qatari aurait répondu : *« Si j'étais un Américain, je garderais le silence ».* Ce à quoi Bachar el-Assad aurait rétorqué : *« Tu es un Qatari, mais tu exécutes les diktats américains ».* Le Sheikh Hamad n'aurait rien trouvé à dire. Par la suite, l'ambiance s'est apaisée, et la rencontre s'est soldée par le *« Plan Arabe »* de règlement de la crise syrienne.

En réalité, la Syrie avait pressenti dès le début que le Qatar jouait un rôle *« suspect »,* selon l'expression d'un responsable syrien. La Syrie a cherché à le contourner en acceptant l' *« Initiative Arabe »* malgré le fait que certains Articles de cette Initiative constituent une *« violation de la souveraineté syrienne ».* En effet, il est à remarquer que malgré le refus exprimé publiquement contre cette Initiative par Youssef Ahmad, ambassadeur syrien au Caire, Damas a ouvert ses portes à la délégation de la Ligue Arabe et a même accepté que le Sheikh Hamad en soit le chef.

Au cours de cette même réception, le ministre syrien des Affaires Etrangères Walid Mouallem aurait *« lutté »* pour amender certains articles de ce texte, mais le responsable Qatari persistait à faire croire à ses hôtes qu'il ne pouvait accepter aucun amendement concernant le retrait total de l'armée, qu'il refusait toute utilisation du terme *« terrorisme »,* et a même failli récuser l'évocation de bandes armées dans les villes.

Et ce diplomate cairote de poursuivre que la première rencontre entre la délégation de la Ligue Arabe et El-Assad a été ponctuée de scènes hilarantes qui ont fait rire aux éclats le Président et ses invités, comme celle du secrétaire général adjoint de la Ligue Ahmed Bin Houli lisant son texte devant son auditoire, qui se fait rabrouer par le Sheikh Hamad criant : *« Ce n'est pas cette Initiative que nous voulons entendre, c'est l'autre ! ».* Bin Houli a eu beau chercher le deuxième texte dans ses poches, il ne l'a jamais trouvé !

C'est ainsi que plusieurs textes ont dû être discutés pour finalement adopter celui d'une Initiative appelant au retrait de *« toutes les troupes armées des villes »* ; ce qui signifie que les membres de la délégation ont fini par reconnaître l'existence de troupes armées autres que celles de l'armée régulière. Dès lors, il a été décidé, par accord tacite, que la première séance de dialogue entre des représentants des autorités syriennes et de l'opposition se tiendrait au siège de la Ligue Arabe au Caire.

Les Syriens ont reconnu que malgré le *« piège qui leur était tendu »,* ils se devaient de prendre en considération leur relation solide avec Moscou. C'est la raison pour laquelle ils ont accepté des exigences que Damas n'aurait jamais approuvées en d'autres circonstances. Les dirigeants syriens, se devaient d'envoyer un message clair à Moscou lui signifiant qu'ils étaient ouverts au dialogue et à toutes les initiatives venant des États arabes, garantie suffisante pour renforcer la position russe devant le Conseil de Sécurité, pour que la Russie puisse continuer à se démarquer des positions intransigeantes américaines, françaises et européennes, et de leurs tentatives en faveur d'une intervention étrangère internationale.

Ceci dit, l'article concernant le *« retrait de l'Armée syrienne »* était considéré comme le plus dangereux par les autorités syriennes. En effet, comment pouvait-on envisager de retirer l'armée de régions désormais devenues le théâtre d'une guerre civile comme à Homs ? Pour le Sheikh Hamad : *« Il est impératif de retirer l'armée et de cesser de tuer les manifestants ! ».* Ce à quoi El-Assad a répondu : *« L'armée ne tue pas des manifestants, elle poursuit plutôt des terroristes armés. Si jamais tu avais une solution pour en finir avec ces derniers, elle serait bienvenue ! ».*

Depuis cette rencontre, les Syriens ont eu la confirmation que le Qatar poursuivait ses attaques contre la Syrie. Elles avaient commencé sur la chaîne qatarie Al-Jazeera, puis elles se sont poursuivies par des manipulations de la part d'opposants et de Frères Musulmans, pour finir par une étroite collaboration avec les dirigeants des capitales occidentales. Ceci est devenu très clair lorsque, par exemple, le ministre soudanais, sous pression du ministre qatari, en est arrivé à déclarer en présence du Président syrien : *« Négocier avec les Occidentaux est le moyen le plus sûr pour sortir de cette crise »,* ce qui a fait dire à l'un des participants : « *Vos négociations avec les Occidentaux ont abouti à la partition du Soudan, et à un Sud-Soudan où flottent désormais les drapeaux israéliens ! ».*

Toujours selon ce même diplomate cairote, Damas s'est rendu compte que le Secrétaire Général de la Ligue était lui-même soumis aux pressions qataries. Ainsi, lorsque Nabil Arabi s'est adressé au Président syrien pour préciser *« Arrêt des violences de toutes les parties »,* le regard de mise en garde et d'avertissement du Sheikh Hamad a bien failli le faire reculer. Il a fallu que Walid Mouallem l'interpelle par un *« Est-ce possible que tu recules si vite !? »,* pour qu'il se ravise et confirme sa propre proposition.

Suite à cet accord et durant les dix jours qui ont suivi la publication du « Plan Arabe » [le 2 novembre 2011] Walid Mouallem n'a cessé d'adresser des missives à la Ligue Arabe pour l'informer de la mise en application effective de ses différentes

directives : retrait de l'Armée de plusieurs régions et son remplacement par des policiers et des agents de la Sécurité Interne, visas d'entrée pour des journalistes arabes et occidentaux, libération d'un groupe de détenus, annonce d'une amnistie générale pour ceux qui rendent les armes et qui n'ont pas commis d'assassinats.
Ce faisant, la direction syrienne a cru pouvoir calmer le jeu mais est restée très vigilante face aux manœuvres des Qataris. Pendant ce temps, certains partis de l'opposition, et particulièrement son Organe de Coordination, ont bien reçu ces signaux et ont transmis en retour des suggestions positives en faveur du dialogue et d'une participation future au pouvoir. Moscou, informée de la situation, s'est révélée favorable à la démarche syrienne et a tenu à encourager l'Initiative Arabe. En effet, il a été rapporté que Moscou avait adressé un courrier à la Ligue Arabe lui conseillant de ne pas se hâter à prendre des dispositions intempestives contre la direction syrienne, mais plutôt à encourager le Président syrien dans sa volonté de réformer et d'aller de l'avant.

PRESSIONS AMÉRICAINES ET POSITION ARABE

Quelque chose s'est passé au cours de ces 10 jours. Personne ne s'attendait à ce que la Ligue Arabe prenne aussi précipitamment une telle mesure de suspension de la Syrie de toutes ses instances [le 12 Novembre]. Les opposants appartenant à l'Organe de Coordination n'ont rien vu venir lorsqu'ils sont allés à la rencontre de Nabil Arabi au Caire [3 Novembre]. En revanche, la direction syrienne s'attendait à « quelque chose de négatif » depuis que le ministre saoudien des Affaires Etrangères, Séoud el-Fayçal, avait rejoint la réunion du Comité ministériel de la Ligue Arabe. Des sources syriennes bien informées ont déclaré que, dans les dernières minutes avant la prise de cette mesure, les États Unis avaient exercé d'énormes pressions pour que la Ligue Arabe hausse le ton contre la Syrie, précédé en cela par le ministre des Affaires Étrangères français, Alain Juppé, qui a déclaré *« L'Initiative Arabe est morte ! »,* sans oublier qu'entretemps Washington déconseillait aux personnes armées de se rendre aux autorités.
Pour les Syriens, cette sanction, quoique inattendue, n'avait rien de surprenant en elle-même. En revanche, ils admettent avoir été surpris qu'elle survienne avant même que n'expire le délai de 15 jours accordé à la direction syrienne pour mettre en œuvre le Plan Arabe, et tout aussi surpris par l'invitation incongrue de l'opposant Burhan Ghalioun à la table des Ministres des Affaires Étrangères de la Ligue Arabe dans les salons de l'hôtel Four Seasons.
La conspiration n'était désormais plus un secret pour quiconque ! De là, leur certitude d'une ingérence américaine de la dernière heure. Ce qui se traduit dans les déclarations d'un responsable qui connaît parfaitement les arcanes de cette Ligue : *« Nous savons comment sont conçues les décisions de la Ligue Arabe et comment certains de nos frères se plient malheureusement devant les diktats américains, comme nous savons que le Qatar joue le rôle le plus malfaisant en ce domaine ».*

COMMENT LA SYRIE A-T-ELLE ÉTÉ SUSPENDUE DES INSTANCES DE LA LIGUE ARABE ?

Le Sheikh Al Hamad a convoqué une réunion du Comité des Ministres de la Ligue Arabe dont le ministre saoudien Séoud el-Fayçal, dans les salons de l'hôtel cairote cité plus haut. Il avait préparé un projet de résolution en 6 articles :
1. Suspendre la Syrie de toutes les instances.
2. Demander à l'Armée syrienne de ne pas intervenir dans des opérations d'assassinats.
3. Inviter l'opposition à une réunion au siège de la Ligue Arabe dans les 3 jours.
4. Inviter les organisations internationales à se rendre en Syrie.
5. Rappeler tous les Ambassadeurs des pays de la Ligue Arabe basés en Syrie.
6. Inviter le Conseil des Ministres des Affaires Étrangères à se réunir avec l'opposition unifiée.

L'Égypte et l'Algérie ont exprimé leur opposition, le Sultanat d'Oman a exprimé son mécontentement, le Liban a déclaré un refus catégorique. Il faut dire que le délégué algérien a essayé de faire capoter le projet. Une altercation a eu lieu entre lui et le Sheikh Hamad. Le premier aurait déclaré : « *Le Qatar est le fer de lance de tous les problèmes que rencontre la nation arabe* » ; le second lui aurait répondu : *« Votre tour viendra ! ».*

RÉCIT DE L'AFFRONTEMENT SYRO-QATARI AU CAIRE

Suite à cette réunion, s'est tenue une séance fermée inaugurée par le Secrétaire Général de la Ligue Arabe qui a présenté son projet et a exprimé toutes sortes de récriminations à l'encontre de la Syrie depuis le 13 juillet 2011 jusqu'à la rencontre à Damas avec El- Assad le 26 Octobre 2011. Il s'est plaint de ne pas avoir pu joindre Walid Mouallem malgré plusieurs courriers et messages adressés à son secrétariat et a même déclaré : *« Nous n'avons malheureusement pas réussi à former une délégation qui serait arrivée au bon moment pour enquêter sur ce qui se passe réellement sur le terrain. Elle aurait pu être composée de personnalités appartenant à des organisations internationales, comme le Conseil des Droits de l'Homme ou autre… ».*
S'adressant au Sheikh Hamad, le délégué syrien a immédiatement répondu : *« C'est dans cette même salle que tu t'étais élevé contre l'idée selon laquelle il existait une intention manifeste de conduire la Syrie vers le chaos. Tu avais même ajouté que c'était pure imagination. J'avais souhaité qu'il en soit ainsi. Mais aujourd'hui, après lecture de ce papier…il est très clair que vous avez non seulement saboté votre plan mais vous avez fait en sorte qu'il soit mort-né. Vous êtes tellement pressés d'arriver à vos fins que vous n'avez même pas pris le temps de constituer une délégation pour enquêter… ceci parce que vous ne voulez pas connaître ce qui se passe en vérité ».*
Après avoir précisé que la décision de suspendre la Syrie était illégale et pourquoi elle l'était, le ministre syrien a ajouté : *« Faites attention à ne pas laisser attiser le feu, car ce ne serait profitable à personne. Faites attention à ne pas accorder votre indéfectible soutien à des complots scandaleux contre la Syrie, à des provocations tendancieuses, à des campagnes médiatiques féroces et sans limites, à des interventions étrangères appelant ostensiblement à la chute du régime… Dès notre première réunion, nous avions senti que vous cherchiez à suspendre notre adhésion à la Ligue Arabe. Nous espérions nous tromper. Vous venez de nous donner la preuve irréfutable que nous avions vu juste. Le 2ème article de ce projet constitue un dangereux préalable à une intervention étrangère dans les affaires internes d'un État membre de la Ligue… ce qui sape les fondements de la paix et de la stabilité dans la région ».*

A son tour le délégué irakien a exprimé ses réserves quant au 2ème article disant : *« Je pense que pour certains, il pourrait constituer prétexte à intervention étrangère, ce qui compliquerait la donne, non seulement pour la Syrie mais aussi pour des pays voisins tel que l'Irak. De plus, selon la charte de la Ligue la suspension ou le gel d'un État membre sont censés être prononcés à l'unanimité. Enfin, puisque nous disposons d'une Initiative Arabe sur laquelle nous nous sommes tous mis d'accord, y compris la Syrie, pourquoi ne pas la soumettre pour adoption à des organismes internationaux tels que le Conseil de Sécurité ou le Conseil des Droits de l'Homme ? »*
[…. À ce moment, il y a eu un très court débat sur la légitimité ou non de la suspension de la Syrie entre un Nabil Arabi, indécis, et les délégués algérien et syrien (non retranscrit ici)].
Le Sheikh Hamad a brusquement mis fin à la séance sans permettre à la délégation algérienne d'exprimer son point de vue en se contentant de déclarer que les délégations libanaise et yéménite s'étaient prononcées contre le projet, mais que la délégation irakienne s'était abstenue. Ceci a provoqué l'indignation du délégué syrien qui lui a répondu en ces termes : *« Tout ceci est le résultat de tes multiples conspirations qui ignorent les lois et les chartes. Tu es l'instigateur en chef de toutes ces trahisons et de toutes ces opérations destructrices, non seulement en Syrie mais dans tous les États Arabes. Avec le Secrétaire Général vous commettez un crime envers la Syrie et envers toutes les nations arabes. Vous êtes des agents exécuteurs d'agendas occidentaux. Un jour, les peuples du monde arabe vous demanderont des comptes et vous devrez répondre de vos crimes ».*

OÙ VA LA SYRIE ? VERS UNE INTERVENTION INTERNATIONALE ?

La grande majorité des Syriens craint que cette manœuvre de la Ligue Arabe ne soit le préambule du pire. D'une part, Damas a bien compris que certains pays arabes, et le Qatar en particulier, œuvrent pour une internationalisation de la crise pour arriver à légitimer une intervention étrangère ; d'autre part, elle est persuadée qu'une intervention militaire est impossible. Par la voix de son Ministre des Affaires Etrangères elle a officiellement refusé la décision de sa suspension par la Ligue… Elle soupçonne que la Turquie cherche à agiter les eaux dormantes, que le Qatar va continuer à travailler à l'escalade des violences et aussi, que les États Unis et la France vont continuer à acculer la Syrie et tenter d'exploiter à nouveau la carte onusienne et son Conseil de Sécurité en exerçant toutes les pressions possibles sur la Russie et la Chine.
Malgré tout cela, Damas persiste à user d'un langage diplomatique serein. Dans les prochains jours elle pourrait adopter des positions qui démontreraient qu'elle ne se considère pas en état de faiblesse… Les Syriens savent qu'ils ne manquent pas d'atouts. Les mesures de sécurité se sont révélées efficaces. Homs est sauvée avec le minimum de pertes possibles et les bandes armées, qui y sévissaient, sont en passe d'être neutralisées…*« Nous resterons calmes et sereins, et prochainement nous adresserons les signaux qui témoigneront de la force du peuple syrien et de sa solidarité militaire et politique »*. La Russie n'a pas cédé, des millions de Syriens continuent à manifester dans toutes les régions du pays adressant au monde entier le message très clair de leur assentiment à leur président et de leur refus catégorique de toute intervention étrangère, et les opposants patriotes ont opté pour le dialogue.
Malheureusement, les manigances perdurent et la désinformation partisane des médias arabes et internationaux prêche toujours. En ce moment même, ces États, et particulièrement le Qatar, tentent de fabriquer « *une opposition unifiée* » pour arriver à la faire reconnaître, et réussir, par ce subterfuge, à déclarer l'illégitimité du Président syrien comme un fait établi.
Certains pensent que la crise syrienne ira vers encore plus de complications ; d'autres avancent qu'elle touche à sa fin.
Quoiqu'il en soit, cette année américaine pré-électorale promet de nombreuses surprises, d'autant plus que le prochain retrait des forces américaines de l'Irak est susceptible d'ajouter d'énormes pressions sur l'Iran, la Syrie, et le Hezbollah. Le Qatar et d'autres États arabes ont, jusqu'ici, réussi à priver la Syrie du soutien des pays frères. Il n'empêche que des liens solides demeurent intacts entre Bachar el-Assad et certains leaders, y compris le nouveau leader saoudien, le Prince Naëf Ibn Abdel Aziz…
Est-ce là un autre message destiné à Sheikh Hamad considéré par les Syriens comme *« le plus remarquable des instigateurs et comploteurs »,* lequel continue à affirmer que « *El-Assad est proche de sa fin »* ?

Sami Kleib
14 /11/2011

Sami Kleib, journaliste libanais de nationalité française, est diplômé en Communication, Philosophie du Langage et du Discours Politique. Il a été Directeur du Bureau du journal AS-Safir libanais, à Paris, et Rédacteur en chef du Journal de RMC-Moyen Orient. Responsable de l'émission « Visite spéciale » sur Al-Jazeera, il a démissionné en protestation contre la nouvelle orientation politique de cette chaîne.

http://www.silviacattori.net/article2381.html

Traduit de l'arabe par Mme Mouna Alno-Nakhal, le 18 novembre 2011

Source :
http://www.assafir.com/Article.aspx ?EditionID=2002&ChannelID=47411&ArticleID=1261
http://www.silviacattori.net:80/article2381.html

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières,les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.
" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19